

## **Zone euro : la divergence exacerbée**

Olivier Passet, Xerfi Canal, 13 Avril 2015

**L'amélioration de la compétitivité-coût des pays du Sud de la zone euro depuis 5 ans pourrait donner l'impression que la zone euro a retrouvé le chemin de la convergence. Ce serait s'arrêter cependant à une vision bien réductrice de la convergence réelle.**

### **Exploitation pédagogique**

1. Les pays du Sud de la zone euro sont-ils parvenus à réduire leur retard de compétitivité depuis la crise de 2008 ? Justifiez votre réponse.
2. Comment ont évolué les spécialisations productives des pays au sein de la zone ?
3. A partir de vos réponses aux questions précédentes, expliquez pourquoi l'idée de convergence de la zone euro peut être discutée.
4. Pourquoi l'Allemagne a-t-elle intérêt à limiter son endettement et à épargner alors que la France et les pays du Sud de la zone pourraient avoir intérêt, eux, à s'endetter ?
5. Expliquez pourquoi les pays de la zone euro ont aussi des préoccupations différentes par rapport aux investissements en capital humain et à la protection sociale.
6. En utilisant vos réponses aux questions 4 et 5, expliquez pourquoi ces divergences entre les pays sont un obstacle à une intégration plus poussée de la zone euro.

## Corrigé

1. Oui ; en termes de compétitivité-coût, on observe un rattrapage des pays du Sud. Comme le montre le graphique (à la 28/35<sup>ème</sup> seconde de la vidéo), les coûts salariaux unitaires (coût en salaires et charges sociales d'une unité produite) ont baissé depuis 2009/2010 en Espagne, au Portugal et en Grèce alors qu'ils continuaient à progresser en Allemagne, en France et en Italie. Dans les années précédant la crise de 2008, ces coûts avaient au contraire augmenté plus vite dans les pays du Sud qu'au Nord de la zone, détériorant la compétitivité du Sud. On observe donc depuis 5 ans une résorption des écarts de coûts entre d'un côté l'Allemagne, la France et l'Italie, et de l'autre les pays du Sud de la zone, et par là un redressement de la compétitivité de ces derniers.
2. Au cœur de la zone, l'Allemagne s'est affirmée comme la puissance productive et exportatrice. Elle est spécialisée dans les activités à forte valeur ajoutée, à haut contenu technologique et à forte intensité intellectuelle. A la périphérie, les pays du Sud sont spécialisés dans des segments d'activité « low cost » et « low tech », souvent en position de sous-traitance pour les industries donneuses d'ordre du Nord (ex de l'assemblage dans l'automobile). France et Italie se trouvent dans une situation intermédiaire.
3. La réduction des écarts de coûts entre pays du Nord et Pays du Sud de l'Europe semble accréditer la thèse d'une convergence, le Sud rattrapant son retard de compétitivité sur le Nord. Mais, les politiques menées depuis la crise de 2008 pour réduire les coûts dans les pays du Sud ont eu de lourdes conséquences : privés de capital humain par la fuite des cerveaux (l'émigration de jeunes diplômés au chômage par ex) et devant sacrifier les investissements par manque de financements, ils se sont durablement appauvris. Selon Olivier Passet, derrière une apparente convergence, se dessine plutôt un nouvel ordre économique basé sur des écarts de développement régionaux.
4. Ces pays sont dans une situation démographique et économique très différente. L'Allemagne connaît un fort vieillissement démographique, peu de chômage, elle dispose d'un appareil productif moderne ; elle a donc moins de besoins d'investissement et doit accumuler de l'épargne pour faire face au financement des retraites. La France et les pays du Sud ont une démographie plus dynamique, connaissent un fort taux de chômage et ont besoin de moderniser leur capital productif. Ils ont donc intérêt à s'endetter pour combler leur déficit d'investissement et stimuler leur croissance, d'autant plus que les taux d'intérêt sont historiquement bas.
5. Des pays comme la France ou les pays du Sud ont davantage besoin d'investissements éducatifs que l'Allemagne pour des raisons là aussi démographiques (le poids de la jeunesse) et économiques (élever le niveau de formation) ; réciproquement, l'Allemagne doit faire face à des besoins plus lourds en matière de santé et de dépendance de ses personnes âgées. De même les risques sociaux liés au chômage et à la pauvreté sont très variables selon les pays.
6. Cela crée des divergences d'intérêts entre les pays qui les empêchent d'avoir une vision commune. Chacun ne voit pas ce qu'il a à gagner à mettre en commun des ressources pour financer des projets, à mutualiser les besoins et à les gérer collectivement. La logique de concurrence et de chacun pour soi risque alors de prendre le pas sur la coopération.